



Rouge Émeraude

Bulletin du Comité du Pays Malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

N° 14
19 juillet 2014

Leur "dialogue social" est malade, achevons-le!

Il fallait tout l'aplomb de Valls pour oser tenir les 7 et 8 juillet une «grande conférence sociale» censée être un temps fort du «dialogue social», le respect d'un des engagements de Hollande. Car **la politique réelle du gouvernement, c'est l'aplatissement devant le froncement de sourcil du patronat**, le mépris des organisations de salariéEs, même les plus disponibles pour négocier des reculs.

Côté social, toutes les dernières annonces et décisions du gouvernement sont des régressions pour les salariéEs: report du déclenchement du dispositif pénibilité pour le calcul de l'âge de départ en retraite, report de l'entrée en vigueur de la règle des 24 heures au minimum de travail hebdomadaire pour les embauches à temps partiel, remise en cause des seuils sociaux déclenchant notamment la mise en place d'institutions représentatives du personnel. Et pour être cohérents, les ministres se sont relayés pour dénoncer les grévistes de la SNCF, de la SNCM, les intermittentEs du spectacle, tout en couvrant la politique régressive et répressive à La Poste, Toyota et ailleurs...

Des régressions même pas discutables. Côté dialogue, Valls, Sapin se font concurrence pour annoncer ces mesures, les faire approuver par des députés – y compris les soi-disant «frondeurs» – dès que le Medef fait connaître une exigence. Mais le comble du cynisme est affiché par Sapin qui avoue que « *notre amie c'est la finance: la bonne finance* » se mettant ainsi en opposition (toute apparente) avec le candidat Hollande qui avait failli nous convaincre qu'elle était son ennemie. La seule finance que nous connaissons est celle au service des actionnaires, des patrons, pour qui seul le compte de résultats financiers importe et qui organisent en conséquence la fermeture des entreprises, le blocage des salaires, la dégradation des conditions de travail....

Ceci est bien le signe de la réalité de la politique gouvernementale, entre les «promesses électorales» de Hollande et la mise en œuvre par Valls. **Une politique d'attaques toujours plus violentes contre les salariéEs et de cadeaux toujours plus importants au patronat, actionnaires et financiers.** Cette politique s'apparente à celles de régressions sociales sans précédent imposées par Blair en Grande-Bretagne et Schröder en Allemagne au début des années 2000.

Marché de dupes

Cette radicalisation antisociale de la politique gouvernementale met encore plus en évidence les positions des organisations syndicales. Si Solidaires s'est extrait de ce bourbier, pas de surprise du côté des syndicats qualifiés de réformistes (CFTC, CFE-CGC, UNSA) qui cautionnent cette politique depuis des mois. Les reculs du gouvernement, annulant les maigres contreparties qui avaient servi de justification à la CFDT, n'ont pourtant pas convaincu L. Berger de se retirer. Pour FO qui s'est retirée en cours de conférence, la traditionnelle posture radicale ne rend pas compte de la politique réelle de la majorité des structures imprégnées de «dialogue social» et de «responsabilité».

Pour la CGT, c'était aussi un moment de vérité mais non choisi. Comment préserver son statut de première organisation représenta-

tive des salariéEs? Résultats électoraux, animation des luttes emblématiques, ces derniers mois mettent en lumière une situation contradictoire: la CGT reste perçue comme la confédération où se retrouvent les militantEs combatifs mais bien souvent en décalage par rapport à l'orientation confédérale. Ceci explique les campagnes anti-CGT menées par le patronat et largement répercutées par les médias. Son semi-retrait de la conférence sociale risque de poser plus de problèmes qu'il n'en résout... Et la FSU s'est aussi retirée de la comédie, emboîtant bien tardivement le pas à la CGT.

Tout à gagner, par la lutte

Le gouvernement cherche la caution des «partenaires sociaux». Le patronat, dont toutes les revendications sont satisfaites, va poursuivre son offensive en exigeant la simplification du code du travail. Les représentantEs des salariéEs dignes de ce nom, n'avaient vraiment rien à faire dans cette arnaque.

Les intermittentEs et précaires, les cheminotEs, les marins de la SNCM, les postierEs, les manifestantEs contre l'Ayraultport de Notre-Dame-des-Landes, par leurs mobilisations montrent la voie qu'il faut suivre, le combat qu'il faut rejoindre. C'est là que se trouve la responsabilité des organisations syndicales, politiques et des associations qui refusent la politique des Hollande, Valls et Sapin: **soutenir les luttes, aider à leur coordination, préparer l'affrontement avec ce**

État d'Israël, État criminel

L'attaque israélienne se poursuit dans la Bande de Gaza.

Les victimes palestiniennes se comptent par centaines. Le gouvernement et l'état-major israéliens affirment qu'ils entendent poursuivre leurs bombardements meurtriers et leur offensive terrestre. Évidemment, les tirs de roquettes et les tunnels ne sont, comme d'habitude, qu'un prétexte pour les autorités israéliennes. Il s'agit pour B. Netanyahu et ses alliés d'extrême droite d'essayer, une fois de plus, de **détruire l'esprit de résistance en semant la terreur dans la population civile** et de saboter les efforts palestiniens qui avaient permis la mise en place d'un fragile gouvernement « d'union nationale ». L'offensive en cours permet en outre de détourner l'attention médiatique des multiples exactions contre les Palestiniens de Cisjordanie, de Jérusalem et d'Israël, consécutives à la mort de 3 jeunes Israéliens: de la mort du jeune Mohammed au passage à tabac, par la police, de son cousin Tareq, en passant par les ratonnades menées par les colons, les dizaines d'actes criminels perpétrés ces derniers jours ont montré, à qui refusait de le voir, **le vrai visage de la violence et du racisme de l'État d'Israël.**

Une fois de plus, les pays occidentaux, France en tête, refusent de condamner la politique criminelle d'Israël et de prendre les sanctions nécessaires pour punir cet État hors-la-loi. Pire, Valls et Cazenave en viennent à interdire les manifestations de soutien à la cause palestinienne.

Le NPA rappelle son soutien à l'ensemble des droits nationaux du peuple palestinien et à sa lutte légitime. Il a participé (notamment à Saint-Malo et Rennes), participera aux initiatives à venir contre les attaques israéliennes, et continuera à développer la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS), seule à même d'en finir avec l'impunité d'Israël et de lui faire payer le prix de ses crimes.



BREVES DE PONTONS

Quand l'ancien adjoint C. RENOULT «découvre» les dérapages financiersqu'il n'a pas contrôlés.

Lors du dernier Conseil Municipal de Saint-Malo, on a appris que la précédente municipalité, qui se targuait de sa grande maîtrise en matière budgétaire, s'était quand même largement trouée sur les grands projets tels l'esplanade Saint-Vincent et la Médiathèque.

Ainsi, le coût de la première opération aurait doublé (de 3 à 6 millions). Quand à la seconde, ce serait au moins 300 % de « mieux »!

Du coup, voilà les finances de la ville dont on nous répétait à longueur de « Saint-Malo-Magazine » qu'elles étaient très saines, dans le rouge...

Certes, les gouvernements Ayrault et Valls qui réduisent les dotations de l'Etat, n'y sont pas tout à fait pour rien. Mais, tout de même, le nouveau maire de Saint-Malo était l'adjoint aux grands projets lors du précédent mandat. Ces dérapages et ces défauts de maîtrise sont donc aussi les siens....

La Coupe est pleine

Des millions d'amateurs de foot ont vécu la Coupe du monde qui s'est déroulée au Brésil.

Infrastructures sportives, routières et touristiques : l'organisation de l'événement a entraîné des dépenses pharaoniques. Avec une facture d'au moins 11 milliards de dollars à la charge de l'Etat, les autorités ont imposé des coupes claires dans les prestations sociales et une réduction des dépenses publiques de six milliards. Priorité au Mondial au détriment des services publics (transports, éducation, santé), dénoncée dans la rue, dès juin 2013, par des centaines de milliers de manifestants. Depuis lors, la contestation sociale n'a pas cessé.

Mondial et « foot spectacle »: la poule aux œufs d'or

Comme tous les sports de compétition, le foot est un énorme business, sans rapport avec le plaisir du jeu qui anime encore de nombreux amateurs.

Les clubs, dont certains sont cotés en bourse, sont d'énormes machines à faire du fric, gérées par leurs actionnaires comme des firmes capitalistes...avec un soutien massif des pouvoirs publics. Les joueurs sont des produits humains qu'on achète et qu'on vend à coup de millions. Quant à la Coupe du Monde, c'est la poule aux œufs d'or pour la Fifa et ses partenaires: marques de vêtements, de boissons, de voitures ... et un pactole pour les grands groupes du BTP qui construisent stades et infrastructures en tous genres.

Mondial « fric-paquettes »: l'envers du décor

Le Mondial au Brésil, c'est la vitrine. Mais il y a aussi l'envers du décor: des inégalités immenses, des centaines de milliers de paysans sans terre, d'énormes bidonvilles dans les toutes les grandes villes,

APRES LES ASSISES NATIONALES DU COLLECTIF « MARCHONS CONTRE L'AUSTERITE ».

Le collectif du 12 avril, « Marchons contre l'austérité », avait prévu de se revoir après cette manifestation nationale. Le 21 juin, s'est donc tenue une journée de travail qui réunissait toutes les composantes politiques, associatives et syndicales du collectif, PCF, PG, Ensemble, PCOF, Alternative Libertaire, « gauche du PS », NPA COPERNIC, DAL, le Collectif National pour la Défense des Services Publics, des féministes, fédérations syndicales de la CGT, Solidaires, FSU...

Au niveau des "personnalités" étaient présents: P. Laurent, M. Billard, Coquerel, O. Besancenot, C. Poupin, P. Kalfa, P. Cours Saliès de nombreux autres représentants nationaux de leurs partis ou associations.

Cinq choses principales en sont ressorties:

- la volonté de tout le monde à continuer ensemble et durablement dans ce cadre pluraliste contre l'austérité ;
- de travailler avec les regroupements divers existants déjà localement dans certains endroits ;
- la nécessité de construire en commun des collectifs dans les départements. ;
- la préparation d'un "programme de revendications" partagé par tous;
- le projet d'une initiative de lutte nationale pour la rentrée.

A nous donc de jouer, à la rentrée, pour relayer localement cette volonté d'agir, dans l'unité, contre l'austérité.

de gens sans accès aux services publics de base. Sans compter le fléau de la corruption.

Le Brésil a organisé le Mondial. Mais à quel prix ? Des dépenses qui vont endetter les collectivités publiques: une facture à la charge de la population. Les enfants des rues délogés manu militari des beaux quartiers. Des dizaines de milliers de gens pauvres des « favelas » chassés de chez eux, sous prétexte de restructuration urbaine. Et les forces de police pour briser toute velléité de résistance sociale.

En Europe comme au Brésil, refusons le piège du «sport-spectacle»

De la religion, Karl Marx disait qu'elle était l'opium du peuple. Une drogue pour tenter de faire oublier les difficultés de la vie. Aujourd'hui, ceux qui nous gouvernent nous ont refait le coup de l'union sacrée autour de « nos » sportifs, de « notre équipe nationale », **pour faire passer la pilule de l'austérité et du chômage** qui s'accroît. Pour eux, quoi de mieux que la consommation à haute dose du spectacle sportif pour nous anesthésier. Il y a peu de temps, Platini demandait aux brésiliens de « ne pas gâcher la fête » par leurs mobilisations sociales. Un appel à la trêve refusé par les employés du métro de Sao Paulo et d'autres.

En France, au même moment, ce sont les cheminotes et les intermittent-es qui se sont levés contre les projets gouvernementaux de réforme ferroviaire et d'assurance chômage . De Sao Paulo à Paris et ailleurs, n'est-il pas temps de mettre en route un « **Mondial de la Contestation Sociale ?** »

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LES SITES INTERNET LOCAUX DU
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

<http://www.anticapitaliste-35.org>
<http://www.facebook.com/NpaSaintMalo>